

## Une nation à cheval sur l'Orient et l'Occident



À l'école, l'uniforme est obligatoire. Il gomme toutes les différences sociales et ethniques. La république laïque s'est beaucoup appuyée sur l'école pour asseoir ses fondements.

Qu'est-ce que l'identité turque, héritière d'une histoire fondée sur le métissage des races et des cultures, forgée sur une terre qui fait le trait d'union entre l'Europe et l'Asie? En instituant la République turque sur les débris de l'Empire ottoman, Atatürk avait choisi l'Europe contre l'Asie, l'Occident contre l'Orient. Membre du Conseil de l'Europe dès 1946 et de l'Otan depuis 1952, la Turquie n'a eu de cesse, depuis, de se rapprocher d'une Europe au sein de laquelle les gouvernants turcs et les partisans européens à l'adhésion aimeraient la voir jouer le rôle d'un pays « synthèse de l'Orient et de l'Occident, de l'islam et de la chrétienté ».

### L'extrême diversité du peuple turc

Les Turcs évoquent parfois le souvenir de leur père, un jeune guerrier de l'Altaï qui vivait aux alentours du <sup>v</sup><sup>e</sup> s. au nord de la Chine. Laissé pour mort après un combat, il fut recueilli par une louve et vécut avec elle dans une grotte. Il en eut 10 garçons, qui se marièrent ensuite avec des femmes des environs de l'Altaï. Ainsi se propagea la « race » turque... Ce mythe a le mérite d'insister sur une coutume constante jusqu'à l'âge ottoman, l'exogamie, selon laquelle le mariage devait se faire hors du clan ou de la tribu. Associé aux vagues successives d'immigration, ce phénomène a considérablement transformé le physique du « Türk » originel, ce guerrier nomade à l'al-

lure probablement mongoloïde. Aujourd'hui, l'un des éléments les plus frappants du paysage humain est l'extrême variété des types physiques, une diversité comparable à celle de la France. Ici, les blonds aux yeux verts, descendants des anciens Kirghiz, côtoient les bruns méditerranéens ou les Turcs originaires des Balkans (près de 10 millions d'individus). Malgré ce que proclament des extrémistes comme les « Loups gris » (parti nationaliste dont le nom rappelle le mythe fondateur du pays), la nation turque, résultat d'un brassage des populations, repose avant tout sur le facteur d'unité nationale qu'est la langue turque.

### Des minorités qui disparaissent

Le pays comptait 71 millions d'habitants en 2004. Outre cette majorité de Turcs (80 à 90 % de la population), la Turquie est peuplée d'ethnies (51 au total) qui témoignent de son ancienne vocation de carrefour des peuples. Toutes ces minorités ont aujourd'hui perdu l'importance qu'elles avaient au <sup>xix</sup><sup>e</sup> s., à l'exception des Kurdes, qui représentent 7 à 15 % de la population. Viennent

ensuite les Arabes (1,2 % de la population), dont les chrétiens jacobites (100 000 personnes environ). Les Grecs (environ 2000 personnes) ont, pour la plupart, quitté le pays en 1923, conformément aux accords du traité de Lausanne (p. 303), puis en 1965, lorsque de graves troubles ont éclaté à Chypre. Les Arméniens (environ 45 000 personnes) restés sur le territoire au lendemain du génocide de 1915 ont joué la carte de l'assimilation en turquisant leur patronyme. Les Juifs enracinés ici après leur expulsion d'Espagne en 1492 sont partis s'installer en Israël ou se sont intégrés (environ 25 000 personnes). Quant aux chrétiens catholiques descendant des Français et des Italiens, il n'en reste qu'une poignée dans les environs d'Izmir et d'Adana.

En fait, le visage actuel du pays résulte d'une progressive « turquisation » initiée par Atatürk, entre autres par le traité de Lausanne en 1923, qui eut pour conséquence un échange de population entre la Grèce et la Turquie (p. 303). Le but de cette politique était alors d'asseoir une identité nationale forte

### Les Kurdes

La population kurde est aujourd'hui écartelée entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran. En Turquie, elle est principalement basée dans le Sud-Est anatolien, bien que sa diaspora soit présente dans les grandes métropoles turques. Signé au lendemain du démantèlement de l'Empire ottoman, le traité de Sèvres (1920) reconnaissait au peuple kurde, dirigé par de puissantes chefferies, le droit de fonder une nation, mais le traité de Lausanne (1923) anéantit ce rêve d'indépendance. Dans cet échec, il faut incriminer la politique inter-

nationale, mais aussi le système féodal kurde, miné par des rivalités internes. En dépit de leurs mauvaises relations, la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran se sont toujours entendus pour faire échouer ce projet d'un État kurde indépendant qui menace leur intégrité territoriale.

### Les Arméniens

En 2001, la France a officiellement reconnu le génocide arménien de 1915. Perpétré par le pouvoir ottoman (les Jeunes-Turcs, p. 303) pour enrayer l'avancée russe, il aurait fait de 250 000 à 500 000 morts selon la Turquie, 1,5 million de morts selon les Arméniens. ●



autour d'une république laïque en gommant les différences ethniques, susceptibles de « porter atteinte » à la sûreté de la nation.

Le peuple turc reste un peuple métissé, placé sous le sceau de la double culture, même si le communitarisme (attachement aux peuples turcs vivant hors des frontières du pays) reste un sentiment fort, surtout en politique. En 1989, le pays a accueilli quelque 300 000 Turcs chassés d'une Bulgarie en pleine crise xénophobe, puis des milliers de « frères » bosniaques dans les années 1990. Mais, avec un salaire moyen qui tourne autour de 365 € par mois (dans le secteur public), la Turquie est loin d'être considérée comme un eldorado par les candidats à l'émigration.

### Le problème kurde

L'aspiration à l'indépendance de ce peuple multiséculaire d'origine indo-européenne, constitué en tribus féodales, s'est heurtée à partir du XIX<sup>e</sup> s. aux convoitises des Russes, des Ottomans et des Perses. À leur tour, Atatürk et ses successeurs, dans leur dessein d'assimilation, ont

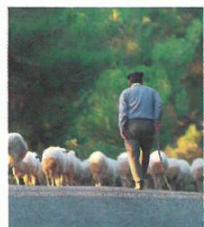
dénié au peuple kurde tout droit officiel à la différence. Dès lors, Ankara a qualifié sa population kurde de « Turcs de la montagne ». Créé en 1978 par une douzaine d'étudiants marxistes-léninistes, le **Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)** est passé à la lutte armée en 1984. Son but : obtenir l'indépendance pour les millions de Kurdes de Turquie – ce qui ne veut pas dire pour autant que le PKK représente les aspirations du peuple kurde de Turquie. L'année 1992 a été la plus meurtrière pour les Kurdes depuis les massacres perpétrés entre 1925 et 1939 par Atatürk : l'escalade de la violence a entraîné une répression du gouvernement qui a fait plus de 2 300 tués pour cette seule année (entre 1984 et 2000, ce conflit a fait 37 000 victimes). Trois millions de villageois ont dû s'exiler vers les villes de l'est ou de l'ouest du pays.

Le risque d'enlèvement, le désespoir de populations déjà durement frappées par le chômage ont amené certains hommes politiques courageux à parler du droit des Kurdes, brisant ainsi le tabou majeur en Turquie. Deux événements ont modifié la

### Les Yörük

Tribu nomade aujourd'hui sédentarisée, les Yörük sont l'un des groupes ethniques qui peuplent la chaîne du Taurus. Ils pratiquent la transhumance et, à l'approche de l'été, rejoignent avec leurs troupeaux des **ayyla** (hauts plateaux) au cœur de la montagne. L'hiver, ils réintègrent leurs villages. On rencontre les Yörük essentiellement dans les **basses collines** autour de Muğla et d'Antalya, ainsi que dans les provinces de Mersin et d'Adana. La traduction littérale de Yörük signifie « **celui qui marche** », en référence à

leur passé nomade. À la fin de l'époque ottomane, l'administration a contraint les peuplades nomades à se sédentariser pour mieux contrôler les mouvements de la population et collecter les impôts. D'âme vagabonde, les Yörük ont néanmoins conservé un mode de vie original. Convertis à l'islam,



© G. C. / Hemispheres Images

ils restent attachés à des croyances animistes célébrant la nature, tel le culte des montagnes et des sources. Ils excellent aussi dans le **tissage des kilims**.

### Les Lazes

Dans l'imaginaire turc, le Lazze (une ethnie de la mer Noire) s'appelle Temel ou Dursun. Il se nourrit d'anchois et se conduit d'une manière farfelue. Car les Lazzes sont de joyeux lurons, qui ne se prennent pas trop au sérieux. Les meilleures blagues circulant sur leur compte sont de leur propre cru et d'une telle dérision qu'il est difficile de démêler le moqueur du moqué. ●



© Bruno Perousse/Hor-Cui

La Turquie est un savant mélange de traditions et de modernisme, d'Orient et d'Occident.

donne : l'arrestation rocambolesque en 1999 du chef du PKK, **Abdullah Öcalan**, dit Apo, et le démantèlement du Hizbullah (Parti de Dieu), une organisation d'islamistes radicaux cautionnée un temps par les services de sécurité turcs, et responsable de massacres dans le sud-est du pays. Depuis, le PKK a déposé les armes (bien qu'en octobre 2003 il ait annoncé la fin du cessez-le-feu unilatéral) et le sud-est a retrouvé son calme d'antan.

### Les droits des minorités

Ces dernières années, le gouvernement turc a assoupli sa politique d'assimilation en autorisant, en avril 1991, l'usage public de la **langue kurde** et en restaurant en août 2002 le **droit des minorités** : Ankara a rendu aux communautés grecque, juive et arménienne le droit d'acquiescer des biens immobiliers (pas personnellement, mais dans le cadre de lycées, hôpitaux etc.), et a élargi la liberté d'expression du peuple kurde en autorisant la **diffusion et l'enseignement**

des langues minoritaires. Depuis juin 2004, la chaîne de télévision TRT diffuse chaque jour une émission dans la langue d'une minorité : arabe, bosniaque, kurde ou circassien (langue du Caucase parlée en bordure de la mer Noire). En juillet 2003, le Parlement a adopté une loi d'amnistie pour les rebelles kurdes repentis (acceptant de donner des informations sur les activités illégales du PKK).

La question kurde traduit davantage un profond malaise politique qu'un problème de société, la quasi-totalité des habitants de l'Asie Mineure étant issus d'un vaste processus d'acculturation. L'idée de l'État kémaliste est celle d'un pays laïc, soucieux de l'intégrité de son territoire. Ces valeurs fondatrices de l'identité républicaine turque font que la reconnaissance d'une minorité est perçue comme une menace contre la stabilité de la nation. Il n'empêche que la poudre pourrait à nouveau s'enflammer dans le sud-est anatolien, si des conflits ethniques devaient éclater en Irak (p. 22).

## Europhilie ou turcophilie ?

Un pays dont les principaux partenaires commerciaux sont l'Allemagne (un quart du total des exportations), l'Italie, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France devait logiquement demander son adhésion à l'Union européenne. La chose s'est faite en bonne et due forme en 1987. Elle s'est heurtée à un refus, poli mais ferme, des Européens, deux ans plus tard. Motif invoqué : retards économique et social. Raisons moins avouables : démographie inquiétante, circonspection de la Grèce qui tenait à régler la question chypriote, et surtout réticence d'une Europe chrétienne devant l'intégration d'un pays musulman.

### Un désir d'Europe

Finalement, un accord d'union douanière, signé en mars 1995, est entré en vigueur en 1996. Il devrait conduire à l'intégration de la Turquie, l'un des 10 premiers marchés émergents du monde, au sein de l'Union européenne. Elle

n'était que le 10<sup>e</sup> partenaire commercial de l'Union en 1994, elle se classe aujourd'hui au 6<sup>e</sup> rang, à égalité avec la Pologne. Mais avant de nouer des liens plus étroits, les Vingt-Cinq attendent qu'Ankara assainisse son économie et traite trois dossiers brûlants : Chypre (p. 17), la revendication kurde (p. 14) et le contentieux avec la Grèce sur la mer Égée relatif au partage des couloirs aériens et des eaux territoriales le long des îles éoliennes. Après moult tergiversations, la Turquie s'est finalement vue accorder, en décembre 1999, le statut de candidat officiel à l'adhésion.

### Une identité ancrée en Orient

Bien des critères plaident en faveur de l'intégration, ne serait-ce que pour appuyer l'ancrage dans la modernité d'un pays musulman et résolument laïc. L'Europe évalue le rôle géostratégique que pourrait jouer une Turquie tête de pont vers l'Asie et le pétrole. Les États-Unis appuient de tout leur poids sa candidature, espérant ainsi garder dans le giron européen un pays charnière avec le Moyen-Orient.



© G. Guilho / Hémisphères Images

### Le « Grand Orient » utopique

La mouvance islamiste en Turquie aurait préféré à l'adhésion à l'Union européenne la mise en place d'une sorte de Marché commun musulman avec les pays du Moyen-Orient. Un projet pour le moins utopique. Les **hommes d'affaires turcs** qui ont exploré, ces dernières années, les marchés iranien, pakistanais et même malaisien se sentent plus proches de New York et de Bruxelles que de Damas. À Gaziantep et Diyarbakir, respectivement à 50 km de la Syrie et 150 km de l'Irak, c'est bien

avec l'Europe que les flux commerciaux sont les plus importants. Les industriels anatoliens considèrent l'ancrage à l'Europe comme la promesse d'une croissance rapide.

### Pour ou contre l'adhésion ?

En France, l'UMP, par la voix de son président, Alain Juppé, a lancé la campagne européenne en avril 2004 en se prononçant contre l'adhésion de la Turquie à l'Union. Sans vouloir rompre les liens qui lient l'Europe à la Turquie, la droite européenne va dans ce sens. Elle est plutôt favorable à un partenariat privilégié

Si l'adhésion lui est refusée, la Turquie se sentirait humiliée face à une Europe soupçonnée de vouloir la flouer. Il est probable qu'elle nouerait alors des liens encore plus étroits avec les États-Unis dont elle est l'alliée au sein de l'OTAN.

Elle pourrait également trouver une solution de rechange dans une fédération avec les **républiques turcophones de l'ex-URSS** (Azerbaïdjan, Turkménistan, Ouzbékistan, Kazakhstan et Kirghizistan), qui correspondrait aux mentalités et à la tradition. Le premier **sommet de la turcophonie** à Ankara en 1992 n'avait pas dépassé le stade des vœux pieux, mais la seconde réunion, en 1994, a débouché sur la signature d'un contrat relatif à la construction de **pipe-lines** reliant les « républiques sœurs » à l'Europe et à la Méditerranée via la Turquie... au grand dam de la Russie, premier partenaire de ces jeunes nations fragiles, qui craint le retour du « **panturquisme** » (mouvement tendant à l'union des peuples turcs), comme dans un étonnant raccourci de l'histoire, lorsque la Turquie était sa grande rivale sur la mer Noire.

### Un pas vers l'intégration

Le gouvernement de Tayyip Erdoğan a mis les bouchées doubles afin d'obtenir, en décembre 2004, un feu vert de l'Union pour l'ouverture de négociations d'adhésion. Profitant d'une conjoncture économique favorable (l'inflation est à son plus bas niveau depuis vingt-huit ans), il a engagé les mesures exigées par Bruxelles, notamment une **adaptation de la Constitution** visant à répondre aux critères européens sur les droits de l'homme et diverses initiatives pour résoudre la situation à Chypre.

Du côté des institutions, le changement le plus marquant est la suppression des **Cours de Sécurité de l'État** (DGM), tribunaux qui, depuis 1980, ont condamné à la prison des « politiques » accusés de séparatisme. Cette cour avait confirmé, le 21 avril 2004, une peine de prison de 15 ans contre quatre députés kurdes coupables, en 1994, d'avoir prononcé leurs discours d'investiture en kurde à l'Assemblée nationale (p. 305). Dans l'optique de la **démilitarisation des institutions**,

avec la Turquie, ainsi que les pays du Maghreb et du sud de l'ancien bloc soviétique. Les décideurs politiques européens sont, quant à eux, favorables à l'adhésion.

### La réforme du système carcéral

Décidée en 2000, et entrée en application en 2001, elle a pour but de remplacer par des cellules les dortoirs carcéraux, propices à l'activisme politique et aux émeutes du fait que les détenus y étaient regroupés par dizaines. Des prisonniers ont fait front contre cette modernisation, synonyme pour eux d'isolement et de répression accrue.

### La question chypriote

Après trente ans de statu quo, la situation évolue sur l'île, toujours coupée en deux États, l'un turc, l'autre grec. En 2002, les autorités chypriotes turques ont décidé d'ouvrir la « ligne verte », frontière entre les deux états. Un plan concocté par Kofi Annan, et approuvé par Tayyip Erdoğan, prévoyait la réunification de l'île, composée de « deux États constituants, politiquement égaux ». Elle devait être gouvernée par une présidence collégiale de six membres (deux Turcs et quatre Grecs). La fonction de chef de l'État assurée alternativement par

un Chypriote grec et un Chypriote turc, revenant au président du collège. La Grèce, qui n'envisage qu'un État unique, a affirmé qu'elle serait solidaire de la décision des Chypriotes grecs. L'Union européenne, la Turquie et les États-Unis ont appelé les Chypriotes à approuver le plan de réunification lors du référendum du 24 avril 2004, lequel s'est soldé par un oui turc et un non grec. Chypre n'est donc pas entrée réunifiée dans l'Europe, le 1<sup>er</sup> mai 2004. En décembre 2004, la République grecque de Chypre doit se prononcer sur la candidature d'Ankara à l'Union européenne. ●



l'état major perd son représentant au sein du Conseil de l'enseignement et de la Haute Autorité de l'audiovisuel. La Cour des Comptes est autorisée à contrôler les dépenses engagées par l'armée.

L'Union européenne a salué ces initiatives, jugées toutefois insuffisantes, dont elle surveillera attentivement la mise en application avant de prendre sa décision sur l'adhésion de la Turquie.

### Les droits de l'homme en sursis

Si le parlement turc a aboli la peine de mort en août 2002, les **prisonniers politiques** continuent à croupir dans les geôles turques. Certes, leur chiffre n'atteint pas 250 000 personnes, comme aux tristes heures de la période 1980-1988, mais la torture sévit toujours. Chaque année, Amnesty International signale des entorses graves au respect des droits de l'homme.

En 1995, pour rassurer une population inquiète devant l'escalade de la violence dans l'Est du pays, le gouvernement Çiller avait étendu la notion d'atteinte à la sûreté de l'État : en vertu de l'article 312 du code pénal (surtout utilisé pour entraver la liberté de la presse),

tout **soutien officiel à des « terroristes »** devenait passible de prison. Les tribunaux turcs avaient ainsi infligé quinze ans de prison ferme à des députés du Parti de la démocratie (le DEP, un parti kurde alors légal) pour « aide à une bande armée ».

Les institutions européennes se sont émues, en 1998, de l'exode massif de clandestins kurdes vers l'Europe, puis, en 2000, de la mort d'une vingtaine de prisonniers qui avaient entamé une grève de la faim pour protester contre la réforme du système carcéral (p. 17). Elles exigent qu'Ankara surveille mieux ses frontières (la Turquie est devenue une plaque tournante de l'immigration provenant du Moyen-Orient, un trafic contrôlé par la mafia) et mette en application les droits culturels et politiques des minorités, récemment affirmés juridiquement (p. 15).

Le respect de ce cahier des charges conditionnera l'intégration de la Turquie à l'Union européenne. Les choses évoluent néanmoins très vite, puisque le gouvernement Erdoğan a fait adopter une série de mesures visant à sanctionner la pratique de la torture. ●

## politique

# Une vie politique tumultueuse



Le 29 octobre, la Fête de la République donne lieu dans tout le pays à des parades militaires et à de nombreux défilés.

La Turquie est une nation moderne qui progresse dans la voie du libéralisme, non sans quelques difficultés du fait de ses institutions contrôlées en sous-main par l'armée, garante de la laïcité. Seul pays musulman doté d'une Constitution laïque, elle est protégée d'une éventuelle tentation radicaliste par un **exécutif très puissant**. Au sommet, le président de la République (Ahmet Necdet Sezer), élu par le Parlement pour un mandat de sept ans non renouvelable, peut dissoudre l'Assemblée, opposer un droit de veto sur les lois et nommer les fonctionnaires. La Chambre des députés, élue au suffrage universel, est aujourd'hui dominée par un parti conservateur (AKP). Réfutant l'étiquette islamiste, ce parti se proclame libéral et démocratique.

Son leader, Recep Tayyip Erdoğan, entend défendre la candidature de la Turquie à l'Union européenne, tout en prônant une plus grande liberté d'expression et une liberté de religion en conformité avec les normes démocratiques européennes.

### L'impossible cohabitation

Après 1950, le développement du multipartisme et le mode de suffrage à la proportionnelle ont engendré une instabilité gouvernementale chronique, si bien que des alliances, parfois contre nature, s'avèrent indispensables pour gouverner.

En 1992, le Parti de la juste voie (DYP, centre droit) conclut une alliance avec son rival, le parti social-démocrate (SHP, centre gauche), pour contrer la droite affai-

blie de l'ANAP (Parti de la mère patrie) et surtout les fondamentalistes du Refah (Parti de la prospérité). Après la mort de Turgut Özal en 1993, Süleyman Demirel (ANAP), élu président de la République, nomma Tansu Çiller (DYP) Premier ministre pour gérer cette fragile alliance. Elle se heurta à la rébellion kurde et à une dévaluation record de la monnaie. Aux législatives de 1995, le Refah arriva en tête. Les partis de Çiller et de Mesut Yılmaz (ANAP) formèrent une coalition, qui ne dura que neuf mois. Contre toute attente, Tansu Çiller s'allia avec le Refah, dont le leader, Necmettin Erbakan, fut nommé Premier ministre en juillet 1996. Sous la pression de l'armée, ce dernier fut contraint de démissionner en juin 1997.

Tansu Çiller, qui devait initialement prendre le relais, fut écartée par le président de la République au profit de Mesut Yılmaz (ANAP), coalisé avec le DSP (parti de la gauche démocratique), le DTP (dissidents de Tansu Çiller) et le CHP (Parti républicain du peuple, sociaux démocrates). Ces divers partis laïcs

n'affichaient qu'un seul point commun : lutter contre le Refah, finalement dissous par un arrêté de justice en 1998, et qui se reconstitua sous le nom de Fazilet (Parti de la vertu). Les législatives de 1999 confirmèrent l'affaiblissement des partis de centre droit et l'émergence des courants nationalistes. Le gouvernement formé par Bülent Ecevit (DSP), avec Devlet Bahçeli (MHP) et Mesut Yılmaz (ANAP), se heurta, en 2000, à une grave crise financière doublée d'une contestation populaire grandissante.

### L'émergence de la société civile

Ces crises politico-économiques à répétition montrent les limites du modèle républicain kémaliste, qui ne correspond plus à la volonté de progrès de la société turque. Englué dans les pesanteurs administratives, placé sous la tutelle de l'armée, qui oriente les décisions, l'appareil de l'État s'est développé en vase clos jusqu'à se couper de la société, laquelle lui reproche son inertie et sa mauvaise gestion des finances publiques.

### Le Conseil national de sécurité

Institué au lendemain du coup d'État du 27 mai 1960, le **Conseil national de sécurité** (CNS) rassemble le président de la République, le Premier ministre, les ministres de la Défense, de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de la Justice, les trois vice-premier ministres, ainsi que les cinq plus hauts responsables de l'armée. Temps forts de la vie politique turque, les réunions du CNS avaient lieu chaque mois afin que l'état-major puisse dicter au gouvernement ses « recommandations prioritaires ».

C'est au sein de ce cénacle que s'était jouée la démission d'Erbakan et la dissolution de son parti, le Refah.

### Cola Turka contre Coca-Cola

En 2003, la palme de la *success story* a été remportée par Cola Turka, le nouveau soda turc lancé sur le marché en pleine guerre froide entre Ankara et Washington. Concurrente de Coca-Cola, la boisson pétillante turque, en robe rouge et blanc, s'est chargée immédiatement de connotations politiques : boire Cola Turka signifiait son opposition symbolique à la guerre en Irak. ●



Tansu Çiller est la première femme turque à s'être trouvée aux plus hautes commandes de l'État.

### diplomatie

## Unis dans l'épreuve

Il fallut les caprices de la terre en 1999 pour que les frères ennemis, la Grèce et la Turquie, se rapprochent. Dès l'annonce de la catastrophe sismique, le gouvernement grec mit des équipes de secours à la disposition de la Turquie, qui lui rendit la politesse quelques semaines plus tard, lorsqu'un autre séisme endeuilla Athènes. Laisant pour un temps leurs querelles au vestiaire, les uns et les autres se félicitèrent par voie médiatique interposée de cette « redécouverte » réciproque. Sur le plan diplomatique, celle-ci se solda en février 2000 par la visite du ministre des Affaires étrangères grec à Ankara, suivie par celle de son homologue turc à Athènes (la première depuis quarante ans !). Considérant le fait que l'intégration de son vieil ennemi dans l'Union européenne s'avérerait moins dangereuse que l'exclusion, la Grèce a depuis révisé sa politique d'ostracisme à l'égard de la Turquie. Cette volte-face tactique se heurte néanmoins au scepticisme des opinions publiques, foncièrement marquées par la crise chypriote, le problème kurde et bien sûr la question arménienne. ●

### Une minute pour la vérité

Tout commence à Susurluk, le 3 novembre 1996, par un « banal » accident de la route. Une Mercedes fonçant à 200 km/h percute un camion. Bilan : trois morts et un blessé... mais voilà que de l'intérieur du véhicule accidenté les secours retirent un quatuor pour le moins inattendu : Abdullah Çatli, un terroriste muni de faux papiers et recherché depuis plus de vingt ans ; une prostituée ; un **commissaire de police**, haut fonctionnaire de la Direction générale de la sécurité ; un **député kurde**, chef de file du parti de Tansu Çiller. La Turquie en état de choc découvre l'existence indubitable de liens entre la mafia, les politiciens et la justice.

Face à cette corruption révélée au grand jour, l'opinion publique se déchaîne et, pour la première fois dans l'histoire de la République, réclame des comptes en manifestant publiquement sa colère. Débute alors l'opération **Aydınlık için bir dakika** (Une minute pour que la lumière se fasse), observée un mois durant par des milliers de

foyers qui, à 21 h précises, éteignent les lumières de leur appartement pendant une minute.

### L'État montré du doigt

Au lendemain des tremblements de terre de 1999, l'opinion publique resta traumatisée devant un désastre qui a fait apparaître au grand jour les négligences des pouvoirs publics en matière d'urbanisme. Bouc émissaire de la vindicte populaire et de la presse, Veli Göcer, un grand promoteur, fut accusé de la mort de 166 personnes. Implicitement, c'est tout un système, impliquant maires, ministères et constructeurs, dont le fonctionnement est remis en question.

Depuis plusieurs décennies, la corruption, le népotisme et le clientélisme gangrènent la vie politique du pays. La Turquie a pris conscience des dangers de cet immobilisme. Signe des temps : la voix de l'opinion publique, activement relayée par les médias, pèse désormais sur les débats, qui se sont soldés notamment par la condamnation de promoteurs peu scrupuleux et par de nombreuses opérations anticorruption.

### Les conservateurs au pouvoir

Fatigué par dix-huit mois de crise économique, l'électorat déboussolé a propulsé au pouvoir un **parti conservateur** (l'AKP, Parti de la justice et du développement) lors du scrutin législatif de novembre 2002. Issu du parti islamiste Fazilet, dissous en juin 2001 pour « atteinte à l'ordre constitutionnel laïc », l'AKP a raflé 34,2 % des suffrages et la majorité absolue des sièges au Parlement.

Lors d'un meeting politique en 1997, son dirigeant charismatique, **Recep Tayyip Erdoğan** avait prononcé dans un discours les vers du poète turc Ziya Gökalp – « Les minarets sont nos baïonnettes, les dômes nos casques, les mosquées nos casernes, les croyants nos soldats... ». Ces paroles lui ayant valu en 1998 quatre mois d'emprisonnement et cinq ans d'inéligibilité pour « incitation à la haine religieuse », Erdoğan ne pouvait prétendre au poste de Premier ministre. Celui-ci échut à son fidèle lieutenant, **Abdullah Gül**. La nouvelle Assemblée vota un changement de la Constitution, qui se traduisit par l'organisation d'élections législatives partielles auxquelles Erdoğan put prendre part. Il fut élu député de Siirt en mars 2003 et put endosser le titre de Premier ministre peu après.

### Non à la guerre en Irak

Alliée de la Grande-Bretagne et des États-Unis au sein de l'Otan, la Turquie aurait dû logiquement se ranger dans le camp des coalisés. À priori favorable à l'envoi de troupes turques en Irak, en raison d'« intérêts vitaux » (les Kurdes), l'Assemblée s'est finalement rétractée devant le mécontentement populaire, opposé à toute intervention, semant du même coup le trouble dans les relations américano-turques.

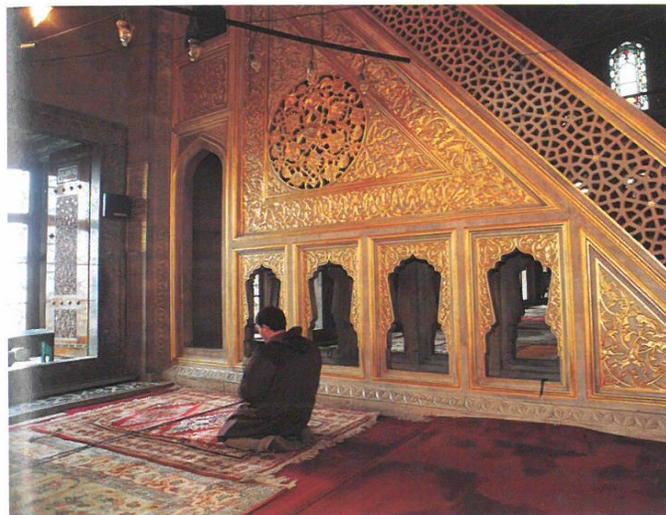
Au début du conflit, la Turquie a même refusé l'ouverture d'un front nord depuis son territoire, malgré la promesse de George W. Bush de créer un fonds de soutien pour récompenser les pays participant à l'effort de guerre. Au centre du désaccord se trouve la **question kurde**: Ankara refuse que les villes de Mossoul et de Kirkouk soient contrôlées par des factions kurdes indépendantistes (voire qu'ils participent au pouvoir de Bagdad), qui marginaliseraient les Turkmènes d'Irak du Nord et encourageraient une rébellion kurde en Turquie. Les États-Unis, quant à eux, réfutent la présence militaire turque dans ces villes, du fait qu'elle générerait la discorde avec les Kurdes irakiens.

Le terrorisme international n'a néanmoins pas épargné la Turquie. En novembre 2003, deux attentats d'Al-Qaïda, dirigés contre la communauté juive et les intérêts anglais, ont causé la mort de 51 personnes et fait des centaines de blessés à Istanbul.

### L'armée turque ramenée dans les rangs

En juillet 2003, le Parlement turc a adopté des réformes visant à réduire l'influence de l'armée dans la conduite des affaires publiques. En vertu des nouvelles lois, le Conseil national de sécurité (CNS, p. 20) se réunira tous les deux mois et son rôle ne sera plus que consultatif. Le secrétariat général, désormais ouvert aux civils, sera nommé par le Premier ministre et confirmé par le président. En outre, le Parlement est autorisé à examiner les dépenses de l'armée, accusée d'absorber un tiers de la richesse nationale. Cette mini-révolution s'inscrit dans les efforts entrepris par la Turquie sur la voie de son adhésion à l'Union européenne (p. 16). ●

## La Turquie et l'islam



C'est de la chaire (minbar) que l'imam prononce ses sermons du vendredi.

En faisant table rase du passé ottoman et musulman, Mustafa Kemal voulait faire de la Turquie une nation occidentalisée. L'islam, en 1923, devint synonyme d'obscurantisme et d'ennemi à abattre pour accéder à la « civilisation ». La laïcité, érigée en principe fondamental de l'État, était la seule valeur sur laquelle se focalisa le débat politique pendant la période du parti unique, soit jusqu'en 1946. Aujourd'hui, le pays cherche à concilier modernité et tradition.

### Simple question de foi

La persistance du sentiment religieux reste une réalité. Les cinq appels à la prière résonnent quotidiennement du haut des minarets, et la plupart des Turcs, à l'exception de certains milieux urbains et des alevites (p. 24), observent le jeûne

lors de la période du ramadan. Les mosquées poussent comme des champignons aux périphéries des villes en même temps que les *gecekondu* (bidonvilles, encadré p. 118). Ce ne sont plus seulement les femmes de l'Anatolie profonde ou des quartiers défavorisés d'Istanbul qui revêtent voiles, imperméables jusqu'aux chevilles et collants opaques, mais aussi des étudiantes qui veulent affirmer ouvertement leur liberté individuelle. Les lois laïques ne badinent pas dans ce domaine: depuis 1989, le port du foulard est strictement prohibé à l'université, dans les administrations publiques et les cérémonies officielles. Pour contourner l'interdit, quelques imaginatives jeunes filles dissimulent leur chevelure en l'affublant... d'une perruque!

Depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir, en novembre 2002, la querelle sur le port du voile s'amplifie entre

l'élite pro-laïque et le mouvement pro-islamique. Elle a même pris un tournant politique à l'occasion du 80<sup>e</sup> anniversaire de la République turque (en 2003), après que le président, Ahmet Necdet Sezer, eut refusé d'inviter à la réception officielle les épouses, en majorité voilées, des députés de l'AKP ; en riposte, ces derniers boycottèrent la cérémonie.

### Un islam non conformiste

Si la grande majorité des Turcs est **sunnite** (*encadré ci-dessous*), 20% de la population est composée d'**alevis** (alaouites), classifiés à tort comme une branche de l'islam chiite.

Se réclamant d'Ali, le gendre du Prophète qui n'a pas été reconnu comme son successeur lors des débats théologiques qui se soldèrent par un schisme, les alevis se singularisent par des pratiques liturgiques héritées du **chamanisme turkmène**, auquel se superposent des éléments partagés avec le christianisme, le bouddhisme, le manichéisme et l'antique religion des Mèdes. Il s'agit donc plutôt

d'une religion syncrétique. Contrairement aux sunnites qui prient en arabe, la langue coranique traditionnelle, les alevis font leurs dévotions en **turc** et ne se rendent pas à la mosquée. Membres de **communautés spirituelles secrètes**, ils s'intéressent à l'**étude de sciences ésotériques** (science des lettres et des nombres, p. 26).

Chez les alevis, l'attitude par rapport à l'alcool est plus souple ; le vin, assimilé au sang des martyrs, a d'ailleurs une fonction religieuse dans leurs cérémonies. Autres particularités : ils ne jeûnent pas pendant le ramadan mais seulement huit jours au cours du mois de Muharrem, et un système de patriarches (*dede*) leur tient lieu de clergé. La communauté alevie, plus proche du laïcisme que ne le sont les sunnites, entretient depuis toujours d'excellentes relations avec l'État républicain dont elle soutient le sécularisme. La méfiance règne entre les communautés alevie et sunnite, mais les alevis garantissent l'équilibre républicain dans le sens où ils servent de **garde-fou** contre la montée radicaliste.

### théologie

## Les croyances de l'islam sunnite

L'islam entend restaurer dans toute sa pureté le message d'Abraham. Il repose sur le Coran (*qur'an* : « lecture »), message divin transmis à Mahomet (569-632) par l'archange Gabriel, et sur les hadiths ou *sunna*, paroles prêtées au Prophète. Le musulman (*muslim*, « qui se confie à Dieu ») se donne corps et âme à Dieu (*islâm*, « abandon à Dieu »).

L'islam est un **monothéisme pur**. Il n'y a pas de péché originel, ni de déchéance humaine. Un décret divin prédétermine le destin de chacun. Le Diable n'existe pas. Un musulman a **deux anges gardiens** : l'un écrit les bonnes actions, l'autre les mauvaises. Le livre consignait la vie de chacun est présenté à Dieu le jour du Jugement dernier. Après intercession de Mahomet, les justes entreront au Paradis et les mauvais iront en Enfer.

Dans l'islam, la géhenne n'est jamais éternelle et les péchés finissent toujours par être pardonnés. Les « **peuples du Livre** » (juifs et chrétiens) ne sont pas considérés comme des infidèles (les athées et les idolâtres). Ils ont accès au salut, bien qu'ayant « falsifié » les Écritures. ●

### Les tribulations d'un islam politique

Dans la vie politique, le multipartisme, en instaurant en 1950 le classique débat droite-gauche, changea la donne républicaine. On reparla dès lors de l'islam comme base possible d'une **solidarité sociale** que le libéralisme, avec son individualisme érigé comme dogme, avait mise à mal. Depuis le gouvernement de Turgüt Özal, les dirigeants politiques avaient adopté une attitude modérée face à l'islamisme. Aux législatives de 1996, l'arrivée au pouvoir du Refah, un parti islamiste qui dirigeait toutes les grandes villes du pays depuis les municipales de 1994, marqua un tournant dans l'histoire du pays. La Turquie était-elle en train de rompre avec son laïcisme ? L'armée vieillait au grain !

Le 8 juillet 1996, le président du Refah, Necmettin Erbakan, devint le premier chef de gouvernement à étiquette islamiste de la Turquie. En septembre, il effectua son premier voyage officiel en Iran mais signa, sous la pression de l'armée, un accord de coopération militaire avec

Israël. Le bras de fer avec l'armée, garante de l'idéal républicain, ne faisait que commencer. Le 31 janvier 1997 se tint à Sincan (banlieue d'Ankara) la « Journée de Jérusalem », commémoration au cours de laquelle le maire et l'ambassadeur d'Iran souhaitèrent publiquement l'instauration d'une république islamique turque. La réponse de l'armée ne se fit pas attendre : les blindés patrouillèrent dans le village, le maire fut arrêté, l'ambassadeur expulsé.

Le 28 février 1997, le **Conseil national de sécurité** dicta une **réforme de l'enseignement** au gouvernement afin d'annihiler la poussée islamiste. Elle visait les **imam hatip** (*encadré p. 26*), des établissements étatiques de formation professionnelle théoriquement destinés à fournir le personnel des mosquées. Bien que tenus de respecter un cursus classique, ces **imam hatip** étaient devenus un système d'éducation parallèle pour les familles désirant donner à leurs enfants une éducation religieuse approfondie. Grâce à leur développement dans les années 1970-1980, ils avaient formé

### La propagation de l'islam

La conversion de l'Asie Mineure à l'islam est le fait d'un prosélytisme qui s'exerça par le biais des **écoles coraniques**, des marchands venus d'Arabie par la route de la Soie, mais surtout des **deviches itinérants** parcourant le pays. Les premières mosquées turques, pourvues de *zaviye*, sont à l'image de cette première société musulmane, qui ignorait les hiérarchies cléricales mais entretenait un rapport direct avec son Dieu. L'époque ottomane eut recours au système des **devisme** (ramassage),

consistant à recruter des enfants au sein des familles chrétiennes de l'Empire, puis à les islamiser dans des écoles spéciales avant de leur confier des postes dans l'administration. Tout sujet non musulman était d'ailleurs tenu de verser une lourde taxe à l'État, ce qui favorisa sans nul doute la conversion massive à l'islam.

### Un Dieu unique

À l'époque byzantine, la subtilité de l'esprit grec a multiplié les querelles religieuses portant sur la double nature (humaine et divine) du Christ. En Anatolie, elles firent finalement le lit de

l'islam, fondé sur la croyance en un Dieu unique, plus aisée à comprendre que la doctrine de la sainte Trinité.

### Le soufisme

L'aspect le plus original de l'islam se révèle dans le soufisme, qui manifeste une liberté de pensée et d'interprétation. Officiellement abolies en 1925, les confréries soufies survivent dans une semi-clandestinité. Les plus connues sont celles des Bektashi, des Nakşibendi et des Mevlevi. Nul prosélytisme dans ces doctrines : si on est alevi ou sunnite de naissance, on devient soufi par choix. ●

actualité

## La réforme de l'éducation

Pour limiter l'action des *imam hatip* et des écoles coraniques privées, le Conseil national de sécurité a fait voter en 1997 une loi qui étend la durée de scolarité obligatoire de cinq à huit ans. Cette mesure s'est soldée par la fermeture des collèges d'enseignement technique ou spécifique. Les collégiens suivent désormais une formation généraliste jusqu'à l'âge de 15 ans et n'entament une spécialisation (comme celle des *imam hatip*) qu'au lycée. Le nombre d'étudiants de la filière *imam hatip* est ainsi tombé de 190 000 en 1998 à 65 000 en 2004. L'AKP souhaite aujourd'hui une nouvelle réforme pour réduire les handicaps de cette filière. Tayyip Erdoğan envisage de proposer à l'assemblée une loi, qui risque de rencontrer quelques détracteurs du côté des défenseurs de la laïcité et du président de la République. ●

des dizaines de milliers d'étudiants, aujourd'hui disséminés dans l'administration (ou dans le paysage politique comme Tayyip Erdoğan).

Le 11 mai 1997, 100 000 personnes manifestèrent leur soutien aux *imam hatip* à Istanbul. Quinze jours plus tard, une contre-manifestation de la gauche, tout aussi importante, demanda la chute du gouvernement. Le 21 mai, la Cour de cassation accusa le Refah d'être devenu un

foyer d'activité incompatible avec la laïcité de l'État et déclencha une procédure qui aboutit à la démission d'Erbakan en juin 1997, puis à l'interdiction de son parti en janvier 1998. L'arrivée au pouvoir d'une nouvelle formation conservatrice, l'AKP, en novembre 2002, traduit plutôt le désarroi des électeurs, fatigués par deux années de crise économique, qu'une intention de tourner le dos à la modernité.

### Identité religieuse

Bien que résolument laïc, l'État impose la mention de la confession sur les papiers d'identité de ses citoyens.

### Chiffres symboliques

Chez les alevites, toute chose a un sens apparent et un sens caché, l'organisation du monde étant régie par six chiffres sacrés. Le **un** : Dieu. Le **trois** : Dieu, Ali et Mahomet. Le **cinq** : Mahomet, Fatima (sa fille), Ali (son gendre), Hassan et Hussein (ses petits-fils). Le **sept** : le visage humain (la première sourate du Coran comporte sept versets ; les sept dormants d'Éphèse...). Le

**douze** : les douze imams du chiisme (analogie avec les douze apôtres). Le **quarante** : les entités célestes qui ont présidé à la création du monde (séjour de Mahomet chez les Quarante ; les quarante martyrs de Sébaste).

### Dans les mosquées

Avant de pénétrer dans une mosquée, n'omettez pas de vous déchausser. À l'intérieur du sanctuaire, ne parlez pas à voix haute et ne dérangez pas ceux qui sont en train de prier. Dans la plupart des mosquées, le gardien tendra un **foulard** aux femmes pour qu'elles en recouvrent leur tête. Si vous êtes vêtu d'un short ou d'une

mini-jupe, on vous priera de ceindre votre taille d'un pagne, voire de rester dehors. Les mosquées sont fermées à la visite aux heures de prière.

### Usages

Accueillir l'étranger fait partie des vertus recommandées par l'islam, et les Turcs ont la réputation de se montrer **hospitaliers** envers leurs visiteurs. Ici, on vous offrira des douceurs, là, on n'hésitera pas à faire un détour de 10 km en voiture pour vous montrer le chemin si vous vous êtes égaré, là encore, on vous offrira un repas, parfois même le gîte. ●

traditions

## Les fêtes religieuses

Diversément suivi en Turquie, le ramadan ne perturbe pas la vie quotidienne : les commerces et les restaurants continuent de fonctionner normalement. Tout au plus certains établissements refusent-ils de servir de l'alcool. Dans les grandes villes règne une certaine fébrilité à l'heure qui sonne la rupture du jeûne, car tout le monde n'a plus qu'une idée en tête : manger ! La fête du Sucre et la fête du Sacrifice donnent lieu à d'importantes réjouissances familiales dans tout le pays. Les moyens de transport étant archi-bondés, il est extrêmement difficile de se déplacer pendant ces festivités, qui sont des jours chômés pour les administrations et la plupart des magasins.

### Le ramadan (ramazan)

Pendant un mois, le musulman s'astreint à l'abstinence (nourriture, boisson, tabac, relations sexuelles) du **lever au coucher du soleil**. Les repas se prennent dès la rupture du jeûne, clamée par le muezzin, et avant l'aube. En revanche, les femmes enceintes, les malades et les jeunes enfants peuvent s'y soustraire. Calquée sur le calendrier musulman, la date du ramadan (neuvième mois lunaire de l'année hégirienne) change d'une année sur l'autre. Pendant la période de jeûne, évitez de boire ou de manger ostensiblement dans les rues des quartiers dits traditionalistes.

### La fête du Sucre (fiekler bayrami)

Trois jours de festivités succèdent à la rupture du ramadan. Les familles se réunissent pour un repas et échangent des vœux ainsi que des cadeaux. On offre bien sûr des « douceurs », mais aussi des « yeux bleus », ces amulettes porte-bonheur typiquement turques. Ces festivités n'ont rien de spectaculaire pour les étrangers, mais vous verrez des foules enjouées se promener dans les rues et, dans les rares magasins ouverts, on vous offrira des bonbons et parfois un petit cadeau symbolique.

### La fête du Sacrifice (Kurban bayrami)

Voici l'une des plus belles traditions de l'islam, qui préconise la **charité** comme un devoir du musulman. Commémoration du sacrifice d'Abraham, elle célèbre les morts, dix semaines après la fin du ramadan, et dure quatre jours. Le premier jour, chaque famille qui en a les moyens fait sacrifier un **mouton** ou un **boeuf**, qui est mangé au cours du banquet familial. En réalité, les familles font distribuer une grande partie ou la totalité de la bête aux personnes démunies.

### La circoncision : une fête familiale

S'il n'y a pas d'âge requis pour la circoncision (*sünnet*), elle se pratique traditionnellement avant l'âge de

12 ans, en général entre **4 et 6 ans**.

Après avoir récité des **prières à la mosquée**, l'enfant, déguisé pour la circonstance en prince ou en tout autre personnage incarnant la virilité, est opéré à son domicile par le circonciseur. Il est entouré pendant l'opération de tous ses proches, à l'exception des femmes, puis il reste allongé au milieu des convives qui donnent une **fête** en son honneur et lui offrent de menus cadeaux.

La circoncision est autant une cérémonie religieuse qu'un **rite initiatique**, le petit garçon quittant définitivement le monde féminin pour entrer dans celui des hommes. Aujourd'hui, elle est de plus en plus pratiquée à la naissance, les fêtes étant alors remises à plus tard. ●



© Sylvain Grandobani

## La famille, une valeur sûre

Grâce aux réformes engagées par Atatürk, le modèle familial turc est devenu très proche de celui des nations occidentales. Hommes et femmes, égaux en droits, connaissent cependant des sorts très différents. L'homme des milieux traditionalistes tient compte de l'avis de son épouse pour les décisions de la vie courante. Il ne l'emmènera pourtant pas avec lui au café et ne voudra pas non plus voir sa fille s'installer seule ou vivre en concubinage.

### Visages de la femme turque

Elle est, dans les textes, l'égale de l'homme et jouit du droit de vote et d'éligibilité depuis 1934 (quatorze ans avant les femmes françaises). L'une d'elles, **Tansu Çiller**, a même été nommée Premier ministre en 1993, un coup de pouce pour de nombreuses femmes turques qui affirment désormais publiquement leur droit à la parole. En fait, il n'existe pas une mais des femmes turques. Aucune comparaison possible entre la femme d'un hameau reculé du Sud-Est anatolien, donnée à un époux polygame contre une dot à l'occasion d'un mariage arrangé, et l'avocate d'Istanbul ou d'Ankara qui jouit de son indépendance. Entre ces deux extrêmes, tout est possible, de l'ouvrière agricole ramassant le coton à l'universitaire de renom, en passant par la fondamentaliste adepte du voile. Témoin de l'évolution rapide des mœurs entre les générations, la « mixité » entre les adeptes du voile et celles qui ne le portent pas est visible partout, même dans le sud-est du pays. Depuis les années 1980, différents mouvements féministes ont mené campagne contre les articles discriminatoires du **code de la famille**. Ainsi, le texte soumettant le travail de la femme à l'autorisation du mari a été abrogé en 1990.

### Les reines du foyer

L'axiome selon lequel la femme est reine à la maison, tandis que l'homme est roi dans la rue, reste vrai, notamment dans les petites villes anatoliennes et dans le monde rural. Dans les grandes cités comme Istanbul, qui compte pourtant le plus grand nombre de diplômées, la plupart des femmes sont mères de famille et restent traditionnellement au foyer. La véritable **émancipation**, les mères ne l'imaginent pas pour elles-mêmes, mais elles la souhaitent pour leurs filles, qu'elles poussent à étudier afin qu'elles puissent accéder à un statut de femme plus indépendante. Quant aux femmes de la campagne, elles se marient très jeunes et, dans des villages reculés du Sud-Est, uniquement religieusement, ce qui, au regard de la Constitution turque exigeant le mariage civil pour reconnaître l'union, leur confère un statut de « concubine » et peu de droits.

### La révolution des mœurs

Depuis 1995, la société turque a fait un formidable bond vers la modernité, telle que nous la concevons en Europe: émancipation de la femme, libéralisation des mœurs, avancée de la démocratie, mise en avant de l'individualisme...

La libération des ondes télévisées, qui s'est soldée par la multiplication des chaînes privées, a largement contribué à faire évoluer les mentalités. Leurs émissions débattent publiquement sur le statut de la femme, la sexualité abordée sans détours, etc. La jeunesse d'Istanbul, d'Izmir ou d'Ankara montre une liberté de manières encore impensable jusqu'en 1998.

Progressisme d'un côté, retour à l'islam de l'autre. Ces deux évolutions a priori contradictoires sont plutôt le signe d'une tentative d'équilibre entre tradition et modernité. ●

## Une économie en mutation



À Istanbul, les ponts suspendus sur le Bosphore facilitent la circulation entre l'Europe et l'Asie.

La transformation d'une économie longtemps restée protectionniste constitue la grande préoccupation des gouvernants turcs. La politique ultra-libérale porte ses fruits malgré un mécontentement social latent, dû essentiellement à la fragilisation de la classe moyenne et des petits revenus, et à une précarisation de l'emploi. Le PNB augmente constamment, tout en restant bien inférieur à celui des pays de l'Union européenne, et la croissance annuelle atteint 6 % en moyenne, jusqu'à atteindre 10 % en 2004. La Turquie s'ouvre aux marchés extérieurs. Elle construit des autoroutes, des barrages, des aéroports et des ponts, et espère bien retirer de substantiels bénéfices dans la construction d'oléoducs et de gazoducs qui doivent acheminer l'or de la Caspienne jusqu'à Ceyhan (près d'Adana). Cependant, la crise bancaire de 2001 a gonflé la dette extérieure

ainsi que le taux de chômage (11 % de la population active). L'économie parallèle, estimée entre 30 et 40 % du PIB, est à cet égard révélatrice: nombreux sont ceux qui cumulent deux emplois pour faire face à la dégradation du pouvoir d'achat. L'intervention du FMI en 2001 s'est soldée par l'abandon du plan anti-inflation mis en œuvre en 1999 (l'inflation est tombée à 9,57 % entre juillet 2003 et juillet 2004), mais aussi par une série de privatisations touchant dans son premier volet les banques et les télécommunications turques.

### Une terre à blé

Plus de la moitié des 200 000 km<sup>2</sup> de terres cultivées est consacrée aux productions céréalières, essentiellement sur le **plateau anatolien**. La Turquie occupe le septième rang mondial pour le blé, juste derrière la France. Aujourd'hui, le pays développe dans les **régions littorales**, au climat tem-

péré, les cultures plus rentables des fruits secs (les figues, les noisettes, les pistaches et les fameux raisins secs de Smyrne), des fruits (oranges, abricots, pommes, etc.), de la betterave à sucre, du thé et du coton. Autre aspect de l'agriculture : l'élevage du **mouton**. Le pays du *kebab* se classe au cinquième rang mondial des producteurs d'ovins.

### Industrie, énergie, tourisme

L'industrie représente 84 % des exportations du pays. Les secteurs de l'automobile et du textile (malgré la concurrence du Sud-Est asiatique pour ce dernier) sont les activités économiques phares du pays. Il faut également compter avec des activités rentables comme la production de produits manufacturés, la sidérurgie et la cimenterie.

Depuis les années 1980, les gouvernements successifs s'attachent à développer le potentiel hydroélectrique de l'Est anatolien. Considérée comme le réservoir d'eau du Moyen-Orient, la Turquie a construit 22 barrages sur l'Euphrate et le Tigre, qui doivent assurer au pays son indépendance énergétique. La

mise en eau du barrage Atatürk, le cinquième au monde par sa capacité, est un jalon spectaculaire du projet qui vise à transformer la région en grenier à blé... au grand dam de la Syrie et de l'Irak, qui soupçonnent la Turquie de vouloir s'approprier le robinet de l'or bleu pour mieux dicter sa loi dans ce coin du globe.

Quant au tourisme, il constitue, avec l'argent rapatrié des émigrés, une ressource essentielle en devises.

Quatorze millions d'étrangers ont visité la Turquie en 2003. Les Turcs eux-mêmes commencent à visiter leur pays et à découvrir leur patrimoine culturel (ce n'était pas du tout le cas avant 2000). Actuellement, le sud-est du pays est très à la mode, alors que l'Anatolie centrale est la région qui reste à la traîne sur le plan économique.

### La ruée vers l'ouest

Au nombre de 16 millions en 1935, les Turcs étaient 35 millions en 1970 et près de 71 millions en 2004. La population n'augmente plus désormais que de 1,6 % par an. Toutefois, compte tenu de la

### Le berceau de l'agriculture

L'agriculture serait née dans le sud-est de la Turquie il y a environ 11 000 ans, soit quelque 3 000 ans avant que l'Europe ne la découvre. À cette époque, la civilisation des chasseurs-cueilleurs laisse la place, dans le Croissant fertile du Proche-Orient, aux premiers cultivateurs de céréales et de légumineuses. En 1997, des biologistes européens analysèrent les empreintes génétiques de plus de 250 lignées de blé sauvage et révélèrent que l'ancêtre des blés actuels poussait sur les pentes des montagnes du Karaca-

dağ, au sud de Diyarbakır. Résultat qui ne surprend pas les archéologues : depuis longtemps, ils avaient découvert dans cette région des semences de blé cultivé vieilles de plus de 9 000 ans. ●

Sur le plateau anatolien, une steppe à graminées, du blé entre autres céréales, peut faire face aux rigueurs du climat.



© Anstid Torbar

### catastrophe

## La terre a tremblé

Les tremblements de terre survenus les 17 août et 12 novembre 1999 en mer de Marmara se soldèrent par des dégâts matériels considérables et des pertes humaines (18 000 morts en août et 1 000 morts en novembre, d'après les sources officielles) dont le bilan est contesté par diverses associations turques. Entre autres conséquences, le séisme a frappé le golfe d'Izmit, pôle industriel concentrant 45 % de la production turque (industrie lourde, textile, chimie, construction automobile et raffineries). Avec 91 % de son territoire en zone sismique, la Turquie est un pays particulièrement exposé. Et pourtant, aucune mesure d'envergure n'a été prise depuis pour prévenir l'éventualité d'une catastrophe annoncée : Istanbul, la clé de voûte de l'économie turque, pourrait devenir à son tour l'épicentre d'un séisme majeur sur la faille nord-anatolienne. ●

grande jeunesse de ses habitants (l'âge moyen est de 22 ans), la Turquie est déjà l'un des pays les plus peuplés d'Europe. Si le chiffre de la population semble raisonnable pour un territoire grand comme la France et la Grande-Bretagne réunies, la répartition démographique est de plus en plus inégale. En Anatolie centrale et dans le sud-est, la mécanisation de l'agriculture, l'absence de débouchés et une natalité plus forte qu'ailleurs ont conduit les habitants de ces régions défavorisées à quitter leurs terres pour les rivages plus attractifs des grandes villes, à l'ouest du pays et sur le littoral méditerranéen. Ce mouvement vers l'ouest se stabilise et, avec le retour du calme dans le sud-est, des populations regagnent leur village.

### L'attrait des villes

Plus de 60 % de la population est néanmoins citadine. Izmir et surtout Istanbul, qui regroupe l'essentiel de l'activité économique du pays, font figure de villes-refuges. La population officielle de cette dernière a triplé en vingt ans, atteignant aujourd'hui 16 millions d'habitants, avec d'inévitables pro-

blèmes de logement. À Adana, très proche des régions de l'est, où sévit un chômage endémique, la situation est encore plus préoccupante. Les *gecekondu* (encadré p. 118), ces bidonvilles en parpaings construits en une nuit sur les terrains municipaux, sans permis, ceinturent la quatrième ville du pays, qui s'accroît au rythme record de 6 % l'an.

### Ceux d'Allemagne

D'autres ont choisi de s'exiler vers un pays étranger qui représente également l'espoir d'une ascension sociale. Partis dans les années 1960, ils sont aujourd'hui plus de 3 millions en Europe (dont 2 en Allemagne). Quand ils reviennent passer leurs vacances en Turquie, on les appelle les *almanlı* (ceux d'Allemagne), même si leur voiture grosse comme un symbole de réussite est immatriculée en Belgique, en Hollande, en France ou dans un quelconque pays du Golfe. L'inconvénient majeur de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne serait celui de l'immigration : selon les spécialistes, 15 millions de Turcs pourraient alors être tentés de s'installer dans les pays européens. ●